

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Milliard pour la cohésion 4
Un lourd tribut à payer sous couvert de solidarité



Assemblée des délégués 8
Dénoncer, travailler et remettre de l'ordre



Monnaie pleine 6
Non à une expérience risquée



**Dénoncer, travailler et remettre de l'ordre:
pour que la Suisse
reste la Suisse**

L'UDC dans les médias



Le point de vue du président du parti

La semaine passée, la Commission des institutions politiques a consacré seulement de deux heures pour débattre de l'initiative pour l'autodétermination de l'UDC. Une question qui est pourtant censée clarifier le rapport fondamental entre le droit national et le droit international. Voilà qui est particulièrement révélateur du peu d'intérêt que portent les autres partis à notre démocratie directe.

Le quadruple meurtrier de Rapperswil ne passera pas sa vie derrière les barreaux, bien que la majorité du peuple a accepté l'initiative sur l'internement à vie des délinquants jugés très dangereux. Le cogneur allemand de Zurich ne sera pas expulsé, bien que la majorité du peuple a accepté l'initiative sur le renvoi. Des professionnels de plus de 50 ans, expérimentés et bien formés, doivent lutter pour conserver leurs emplois, parce qu'une main-d'œuvre jeune et bon marché arrive de l'étranger, bien qu'une majorité du peuple a accepté l'initiative contre l'immigration de masse.

Les dernières élections cantonales et communales montrent clairement que nous n'avons pas perdu des électeurs qui seraient allés vers d'autres partis, mais qu'une partie de notre électorat, résignée, est tout simplement restée à la maison. Il faut que nous réussissions à nouveau à montrer à nos familles, paysans, petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux employés et travailleurs que nous nous engageons en faveur de places de travail sûres, une sécurité sociale financièrement supportable, des charges les plus faibles possibles au niveau des impôts et des taxes ainsi que pour moins de bureaucratie et pour la liberté individuelle. Nous ne dépensons pas sans réfléchir les impôts payés par les classes moyennes qui travaillent durement, comme le PS, qui veut même laisser continuer à agir les escrocs sociaux, puisqu'il refuse l'introduction de détectives sociaux.

L'UDC a élaboré les instruments nécessaires, et ce, depuis longtemps. L'initiative pour l'autodétermination veut conserver ce qui a marché jusqu'ici. Le droit suisse doit prévaloir sur le droit international afin que, par exemple, le cogneur allemand puisse également être effectivement renvoyé en Allemagne. Nous voulons enfin, en particulier avec l'initiative de limitation, protéger les travailleurs indigènes de plus de 50 ans contre la jeune concurrence bon marché qui vient de l'étranger.

Et nous y parviendrons uniquement si nous nous attaquons aux problèmes concrets. Non pas pour profiler le parti, mais pour notre Patrie, la Suisse.

Albert Rösti

Merci pour tout!



Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, membre du bureau de la direction du parti depuis 2008

Christoph Blocher a toujours eu un lien avec la terre. Son parcours professionnel commence également avec l'examen de fin d'apprentissage agricole. Après des études de droit, il entre, en 1969, au service de Ems, entreprise qu'il reprend plus tard comme entrepreneur. A l'armée, Christoph a également fait une belle carrière en tant que colonel.

Le fait qu'il lui soit resté du temps pour la politique en sus de toutes ses fonctions et de sa famille montre ses remarquables qualités de dirigeant.

Christoph Blocher a été membre du conseil communal de Meilen, a siégé 5 ans au Grand conseil, a présidé pendant 26 ans l'UDC du canton de Zurich, a été conseiller national pendant 26 ans, avant de devenir conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police.

Enfin, il fonde en 2014, avec la clairvoyance qui le caractérise, le comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE», dont il est aujourd'hui président. Son plus grand succès, mais aussi le plus remarquable pour l'histoire et le bien-être de nos générations actuelles et futures restera incontestablement le non à l'EEE en 1992.

Cher Christoph, nous te remercions pour ton énorme engagement en tant que président et responsable de la stratégie de l'UDC suisse.

Oskar Freysinger, ancien conseiller d'Etat, vice-président de l'UDC suisse de 2009 à 2018

Tu es un multitalent. Tu sais t'exprimer avec précision en allemand, en français, en anglais et en italien – et avec quelle verve ! – ou encore avec la guitare dans les mains. C'est ainsi que tu as enrichi des séances de groupe et des soirées politiques parfois un peu sèches. C'est aussi grâce à toi que l'UDC a pu prendre pied dans toute la Suisse romande.

Une étape importante aura été dans ce contexte la fondation de l'UDC Valais. En tant que conseiller communal, député au Grand conseil, conseiller national et conseiller d'Etat, tu connais toutes les fonctions politiques. Des fonctions dans lesquelles tu es toujours resté fidèle à nos valeurs communes.

Je te remercie pour ton engagement en tant que vice-président.

Walter Frey, ancien conseiller national, membre du bureau de la direction du parti depuis 2008

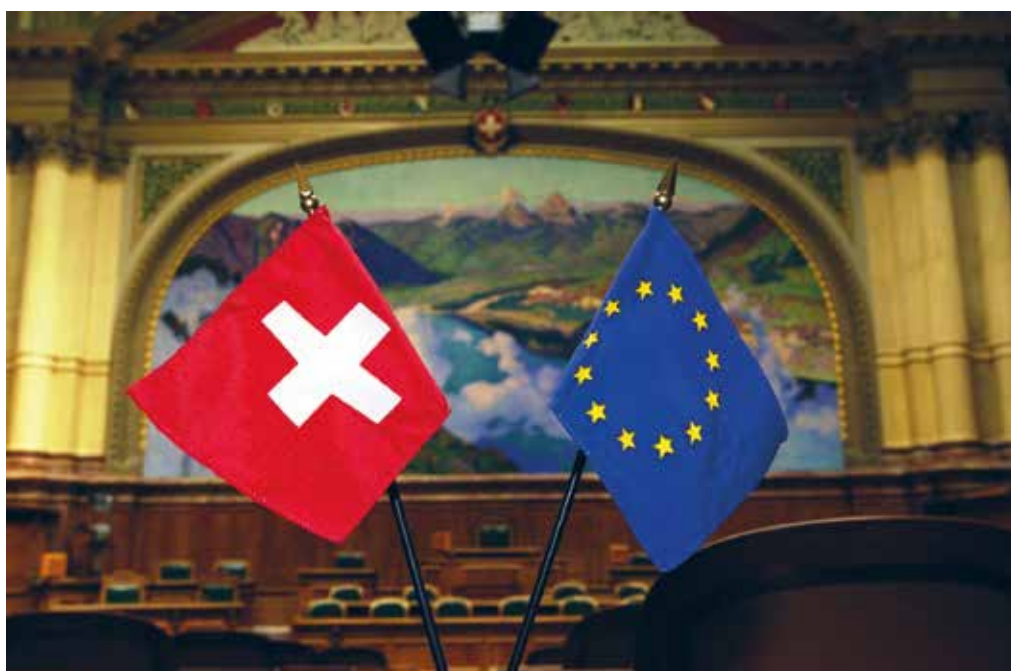
Ton bilan est impressionnant. Ils ne sont pas nombreux ceux qui réussissent à aligner de tels succès en tant que père de famille, entrepreneur et politicien. Tu as œuvré en tant que président de l'UDC de la ville de Zurich de 1983 à 2001, tu as également siégé au Conseil national de 1987 à 2001 – dont deux ans en tant que président du groupe – et enfin, depuis 2008, tu t'es chargé de la communication de l'UDC en tant que vice-président.

Notre parti a énormément profité de ton expérience dans la vente et le marketing. Les messages présidentiels pour le 1er août ou encore les éditions spéciales publiées par notre parti sont des idées de ton cru. Nous t'en sommes vivement reconnaissants et nous nous réjouissons que tu restes à disposition du parti en paroles et en actions.

Un lourd tribut à payer sous couvert de solidarité

Depuis 2007, la Suisse participe à hauteur de 1,3 milliard de francs au financement de projets visant à réduire les inégalités économiques et sociales dans l'UE. Apportée aux membres Est-européens de l'UE, cette aide avait pour premier objectif de réduire l'immigration en provenance de ces pays. Cela a fonctionné au bénéfice de nos voisins aux économies peut créatrices d'emplois mais pas pour la Suisse ni pour le Royaume Uni dont les économies performantes ont attiré vers eux une immigration massive. C'est d'ailleurs la raison du succès du Brexit au Royaume Uni et de celui du 9 février 2014 en Suisse. Ces paiements appelés «milliard de cohésion», doivent maintenant être renouvelés sous la forme d'une contribution d'un même montant. Et ce, sans aucune contrepartie, c'est ce que Bruxelles appelle la solidarité. L'UDC exige que le deuxième milliard de cohésion soit soumis au référendum.

Yves Nidegger, conseiller national, Genève (GE)



L'UDC exige que le deuxième milliard de cohésion soit soumis au référendum.

En 2006, les citoyennes et les citoyens suisses ont accepté la loi fédérale sur la coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est. Ils ont du même coup approuvé le paiement du milliard de cohésion. L'autorisation de payer ces montants se termine 2018, c'est la

velle période de 10 ans. En réponse à la décision de décembre 2017 de l'UE de ne reconnaître la Bourse suisse qu'à titre très provisoire, le Conseil fédéral a menacé de réexaminer le poursuite de ces versements. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il ne s'agissant que des paroles

«Le Conseil fédéral veut en effet aujourd'hui poursuivre les paiements sans aucune contrepartie de la part de l'UE quand bien même nos relations avec l'UE sont mauvaises. »

raison de la prolongation souhaitée par le Conseil fédéral pour une nou-

en l'air. Le Conseil fédéral veut en effet aujourd'hui poursuivre les pai-

ements sans aucune contrepartie de la part de l'UE quand bien même nos relations avec l'UE sont mauvaises et que nous subissons des pressions inacceptables pour nous faire signer un accord cadre contraire aux intérêts de la Suisse.

Des projets chers

Les projets financés jusqu'ici ne peuvent être considérés comme judicieux. Un coup d'œil à la banque de données en ligne des projets soutenus révèle une utilisation effarante du premier milliard de cohésion. Quelques exemples suffiront à illustrer ce fait : 4,8 millions de francs ont été dépensés pour la promotion du tourisme dans les Carpates polonaises. La renaturation du fleuve Raba a avalé 1,2 million de francs. Un demi-million de francs a été dépensé pour un programme appelé «Social Dialogue Laws in Romania» censé améliorer la relation entre les syndicats et les employeurs roumains. L'écriture de l'histoire de la sidérurgie à Zemplinske Hamre a coûté près de 1,2 million de francs au contribuable suisse, alors que ce projet, comme la plupart des autres, n'intéressait presque personne. Le Département de l'extérieur, qui met à disposition la banque de données de ses projets semble partir de l'idée que les contribuables n'auront pas l'idée de regarder de près ce qu'il est fait de leur argent. La plupart des projets n'ont pas même fait l'objet d'une présentation traduite dans une de nos langues nationales.

| Pays/région | Thème | Période | Budget |
|-------------|--|-------------------------|---------------|
| Bulgarie | Accroître la sécurité sociale Services sociaux destinés à des groupes cibles particuliers | 01.07.2011 - 31.12.2017 | CHF 2'418'187 |

Projet terminé

Le savoir-faire de la Suisse au service du tourisme dans les Carpates polonaises



01.04.2011 - 31.10.2016

Dans la région polonaise des Basses-Carpates, la Suisse achève un programme de développement touristique. L'action soutient des initiatives locales dans les domaines du tourisme rural et de la commercialisation de produits traditionnels. Le transfert du savoir-faire de la Suisse est un élément clé du programme.

| Pays/région | Thème | Période | Budget |
|-------------|---|-------------------------|---------------|
| Pologne | Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail Développement régional et création d'emplois | 01.04.2011 - 31.10.2016 | CHF 4'818'388 |

Objet 1 – 12 de 326

1 2 3 ... 28 | Suivant |

La Suisse finance des projets inutiles dans les pays de l'Est

Source: <https://www.eda.admin.ch/erweiterungsbeitrag/fr/home/projets/gros-plan-sur-lesprojets.html>

Des primes d'accès au marché uniques au monde

Le Conseil fédéral justifie le milliard déjà versé et le nouveau milliard qui vient s'y ajouter par le devoir de solidarité de la Suisse envers l'UE et ses Etats d'Europe de l'Est économiquement faibles. En réalité, il s'agit d'un tribut. Accepté dans l'espoir de se ménager les bonnes grâces de l'UE pour une future adhésion au marché unique européen, celui-là même auquel les Suisses ont dit non en 1992. Inversement, personne n'aurait l'idée de faire payer à l'UE une prime d'accès au marché suisse, son second partenaire. Jamais on a vu qu'un partenaire commercial doive payer à l'autre partenaire des compensations pour pouvoir commercer bilatéralement avec lui !

Pour ces raisons, le groupe UDC au parlement a déposé une motion exigeant que la question du milliard soit soumise au vote de ceux qui sont appelés à le payer : les citoyens.

Yves Nidegger
conseiller national
Genève (GE)



Renforcer les droits populaires et la démocratie directe: qui paie commande, et qui commande paie

Ce principe doit être davantage pris en compte dans la politique financière : la responsabilité concernant l'utilisation des recettes fiscales doit être le plus possible assumée par le peuple. Plus la responsabilité budgétaire est laissée aux citoyens et moins les dépenses et les déficits sont importants. Les impôts sont aussi bas en Suisse parce que ces derniers doivent être approuvés par le peuple. La politique ne peut donc pas simplement faire augmenter les dépenses et les financer ensuite via des hausses d'impôts.

Aujourd'hui, le peuple ne peut toutefois pas intervenir pour tous les sujets financiers, à l'exception par exemple des crédits d'engagement (Jeux olympiques 2026) ou encore des enveloppes financières, qui règlent des financements fédéraux le plus souvent sur quatre ou cinq ans. Exemples: 26,4 milliards de francs pour la formation et la recherche ou 11,1 milliards de francs pour l'aide internationale au développement. Les deux enveloppes financières courent sur des périodes de quatre ans et pour les deux seul le Parlement décide mais pas le peuple.

L'UDC entend changer cela en soumettant au référendum facultatif – appelé aussi référendum financier - également les crédits d'engagement et les enveloppes financières. Cet instrument s'est d'ores et déjà avéré d'une belle efficacité au niveau des cantons. L'introduction du référendum financier vient combler une importante lacune dans le système actuel des droits populaires. Il n'est pas possible que le peuple n'ait rien à dire concernant les Jeux olympiques, le milliard de cohésion ou l'achat de nouveaux avions de combat, qui coûtent des milliards.

Pourquoi rafistoler ce qui fonctionne?

L'initiative dite «Monnaie pleine» sur laquelle nous sommes appelés à voter le 10 juin entend résoudre un problème qui n'en est tout simplement pas un. Et elle entend le faire via des mesures dont les effets sont hautement incertains et vraisemblablement hautement dommageables.

La sécurité de notre système financier s'est sensiblement renforcée depuis 2009, ce grâce à la mise en œuvre de mesures appropriées. La politique monétaire fonctionne de manière non bureaucratique et efficiente. Nous voulons expressément une concurrence entre les banques, car cette dernière permet d'avoir de bonnes conditions au niveau des intérêts et des prestations de bonne qualité. La Banque nationale suisse dispose d'ores et déjà – elle s'est d'ailleurs prononcée contre cette initiative – des possibilités nécessaires pour remplir son mandat concernant le volume monétaire, le niveau des taux et l'octroi de crédits.

Une expérience risquée

Parmi toutes nos institutions, la Banque nationale suisse, présidée par Thomas Jordan, figure parmi les plus fiables de notre pays. L'initiative Monnaie pleine ne veut rien d'autre que de changer à tout prix ce qui fonctionne on ne peut mieux. Et l'on ne devrait jamais changer quelque chose qui n'est pas hors service.

Monnaie pleine signifie des milliards en cadeau de la part de notre Banque nationale

Selon la volonté des initiants, la Banque nationale suisse doit augmenter son volume monétaire en offrant de l'argent à la Confédération, aux cantons ou aux ménages privés. De l'argent qu'elle ne peut donc plus réclamer. Ce qui est offert est offert. La Banque nationale ne peut plus diminuer si nécessaire la masse monétaire. Une politique des prix n'est donc pratiquement plus possible.

L'initiative Monnaie pleine

L'initiative Monnaie pleine, en soi extrêmement radicale, conduit notre économie nationale performante et éprouvée à l'autel des sacrifices d'un mouvement international. Une expérience qui met directement en danger le bien-être suisse et d'innombrables emplois. A ce jour, aucun autre pays n'a osé se lancer dans une construction aussi théorique que dangereuse qu'est «Monnaie pleine». Les risques liés à cette initiative ne sont nullement prévisibles. Enfin, «Monnaie pleine» n'aurait également pas permis d'éviter une crise financière comme celle de 2008. Ironiquement, les dépôts à vue des banques étaient, à la fin 2016 par exemple, entièrement couverts par des actifs liquides, donc quasiment «monnaie pleine», ce qui rend ainsi l'initiative à tout le moins inutile.

Monnaie pleine entraîne l'abandon du franc suisse

Etant donné que la BNS, en cas de distribution d'argent libre de dettes, ne peut plus acheter des immobilisations comme l'or, les devises ou les papiers valeurs, elle ne sera plus en mesure, à long terme, de réduire à nouveau la masse monétaire en vendant ces immobilisations. Notre monnaie serait entièrement soumise à une possible inflation, ce qui serait désastreux pour notre économie.

Monnaie pleine ou la politisation de la politique monétaire

La soi-disant création d'argent libre de dettes mettrait en danger la crédibilité de la politique monétaire. La Banque nationale suisse serait donc encore plus

enviée, ce afin de construire quelque chose d'entièrement nouveau selon leurs propres recettes. Et le nouveau système proposé n'a nullement été testé; nous ne disposons d'aucune expérience à son sujet et n'avons aucune possibilité de comparaison.

La torpille Monnaie pleine

L'initiative Monnaie pleine me fait penser à ce scénario où une poignée de passagers d'un Airbus de la compagnie Swiss suggèrent, en plein vol, au capitaine et aux co-pilotes de remplacer sans tarder les moteurs par des engins neufs non testés, afin d'arriver encore plus sûrement à bon port. Soyons honnêtes: aimeriez-vous être les passagers dans un tel avion? Le passage au système Monnaie pleine ne ferait qu'induire l'insécurité, comme toute expérience dont l'issue est ouverte. Et l'insécurité est un véritable poison pour notre économie nationale. Voulons-nous vraiment mettre en jeu notre bien-être avec une initiative kamikaze? Le groupe UDC, unanime, dit clairement NON!



Nous votons sur un problème qui n'en est pas un.

soumise aux convoitises politiques. Mais les initiants vont encore plus loin: ils veulent démolir la construction financière suisse parfaitement fonctionnelle, reconnue dans le monde entier et même

Michaël Buffat
conseiller national
Vuarrens (VD)



Pour que les jeux d'argent continuent à bénéficier au sport, à la culture, à l'action sociale et à l'AVS.

Nous disons



Jean-Luc Addor,
Conseiller national (VS)



Céline Amaudruz,
Conseillère nationale (GE)



Adrian Amstutz,
Conseiller national (BE)



Michaël Buffat,
Conseiller national (VD)



Raymond Clottu,
Conseiller national (NE)



Hannes Germann,
Conseiller aux Etats (SH)



Alice Glauser-Zufferey,
Conseillère nationale (VD)



Roger Golay,
Conseiller national (GE)



Diana Gutjahr,
Conseillère nationale (TG)



Pierre-André Page,
Conseiller national (FR)



Werner Salzmann,
Conseiller national (BE)



Jürg Stahl,
Conseiller national (ZH)

Ensemble avec: Andreas Aebi, Conseiller national (BE); Beat Arnold, Conseiller national (UR); Manfred Bühler, Conseiller national (BE); Marco Chiesa, Conseiller national (TI); Roland Eberle, Conseiller aux Etats (TG); Ulrich Giezendanner, Conseiller national (AG); Markus Hausammann, Conseiller national (TG); Verena Herzog, Conseillère nationale (TG); Werner Hösli, Conseiller aux Etats (GL); Thomas Hurter, Conseiller national (SH); Monika Knill, Conseillère d'Etat (TG); Alex Kuprecht, Conseiller aux Etats (SZ); Thomas Minder, Conseiller aux Etats (sans parti), (SH); Thomas Müller, Conseiller national (SG); Felix Müri, Conseiller national (LU); Nadja Pieren, Conseillère nationale (BE); Erich von Siebenthal, Conseiller national (BE); Ernst Stocker, Conseiller d'Etat (ZH)

Avec la loi sur les jeux d'argent, le sport, la culture, l'action sociale, l'environnement ainsi que l'AVS continueront de bénéficier de ressources à hauteur d'un milliard de francs par année provenant des loteries et des casinos suisses. Nos sportifs d'élite, nos sportifs amateurs, musicien populaire, nos artistes, nos associations et nos aînés en bénéficient.

Le 10 juin 2018:



au soutien de l'utilité
publique en Suisse



à une loi sur les jeux
d'argent au service de
la communauté

www.loisurlesieuxdargent-oui.ch

8 Assemblée des délégués à Klosters (GR)

Dénoncer, travailler e

Plus de 500 délégués et invités de tout le pays se sont retrouvés le 24 mars pour l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse, à Klosters (GR). Il rest 575 jours avant les élections fédérales du 20 octobre 2019. Une étape décisive pour la Suisse. En effet, le Conseil fédéral et la classe politique à Berne sont en train d'installer Bruxelles comme législateur de notre pays. Ils abandonnent ainsi la dimension essentielle qui fait de la Suisse ce qu'elle est.



Lancement de l'assemblée des délégués avec le corps de musique de la police grisonne et le président du parti et conseiller national, Heinz Brand

Nous, peuple souverain, déterminons dans les urnes les lois et les règles qui doivent prévaloir dans notre pays, et non pas Bruxelles. Un système qui a fait ses preuves, et que nous défendrons.

"Je sais, le monde occidental et surtout la Suisse bénéficient actuellement d'une haute conjoncture. Mais rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de jours prospères. Elle engendre une attitude insouciant qui fait peur", a déclaré Christoph Blocher (UDC, ZH) au début de son exposé.

"Malheureusement la classe politique veut, par égoïsme et folie des grandeurs, abandonner à la légère les piliers qui ont fait la force de notre pays: l'indépendance, la démocratie, la liberté. Sourdinement, mais à la manière d'un coup d'Etat, la classe politique accapare un pouvoir qui appartient au peuple. Elle veut un accord-cadre avec l'UE. Elle l'appelle désormais "accord d'accès au marché UE" alors que l'unique dénomination honnête serait "accord sur la suppression de la démocratie suisse".

Même les juges fédéraux ont, dans des arrêts violant la Constitution fédérale, privé illégalement les citoyennes et citoyens de leurs droits en inversant une

jurisprudence fort ancienne, c'est-à-dire en donnant la priorité au droit international et aux juges étrangers par rapport au droit suisse.

L'accord-cadre ouvre grandes les portes à l'UE

La Suisse doit-elle accepter, si l'accord-cadre avec l'UE est conclu, l'arrivée de camions de 60 tonnes sur ses routes sans que le peuple n'ait un mot à dire? L'immigration nuisible à la Suisse doit-elle se poursuivre? Ne pourrions-nous plus expulser des criminels dangereux parce qu'ils se réfèrent au droit international? La Suisse doit-elle introduire une TVA de 15% parce que l'UE estime que c'est conforme aux exigences du marché intérieur? Ou les banques cantonales seront-elles interdites par un décret de l'UE? Idem pour les assurances de bâtiments? Tout cela parce qu'on nous aura privés de notre droit de décision! Notre devoir est d'empêcher ce développement nocif.



Le nouveau groupe de la Direction du parti est prêt à tout donner pour faire en sorte que la Suisse reste la Suisse.

Nous ne sommes pas membres de ce syndicat hostile à la démocratie.

Les fossoyeurs de la démocratie directe doivent disparaître pour que la Suisse reste la Suisse

"Des décisions démocratiques parfaitement claires sont éludées, sapées, voire carrément inversées", a constaté le conseiller national Adrian Amstutz dans son intervention.

Promesses non tenues en série "Schengen/Dublin":

Durant la campagne de votation, la majorité du Conseil fédéral et du Parlement a promis au peuple suisse plus de sécurité et moins de requérants d'asile pour la modique somme de 7 millions de francs par an.

Aujourd'hui nous constatons que non seulement ces accords nous coûtent chaque année plus de 100 millions de francs, mais qu'en plus des touristes criminels, des bandes de voleurs roumains, la mafia kosovare de la drogue et des flots de faux réfugiés et autres profiteurs des systèmes sociaux circulent librement dans cet espace Schengen prétendument sûr.

Initiative pour le renvoi des étrangers criminels et initiative de mise en œuvre:

L'application sévère que promettaient



et remettre de l'ordre

les adversaires de ces initiatives est en réalité totalement douce. Même des criminels étrangers dangereux échappent en règle générale à l'expulsion.

Non-application de l'initiative contre l'immigration de masse: les "architectes", donc la majorité du Conseil fédéral et du Parlement, de cette violation constitutionnelle grossière et sans doute unique dans l'histoire de notre

pays ont pu agir impunément grâce aussi à la complaisance des médias qui se sont faits complices de ce mépris de la volonté populaire.

Que signifient ces dysfonctionnements pour l'UDC?

Les partis des violeurs de la Constitution fédérale, donc le centre-gauche politique, doivent régresser et les supports de la démocratie et de l'indépen-

dance doivent progresser. Cela exige l'engagement de nous tous, de nos représentants élus aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes. Cela exige des comités performants dans nos partis cantonaux et locaux. Cela exige l'engagement de chaque membre de notre parti. Les élections d'octobre 2019 seront décisives. Leur résultat nous indiquera si la Suisse a la force de mettre fin à ses errements actuels.

Aperçu de l'assemblée des délégués



10 Oui à la loi sur les jeux d'argent

L'argent dépensé dans des casinos en Suisse doit rester en Suisse!

Il faut dire OUI à la nouvelle loi sur les jeux d'argent, afin que les revenus de près de 300 millions de francs puissent continuer à être versés pour notre AVS et que plus de 600 millions puissent être mis à disposition pour les cantons, le sport et la culture. Il faut un OUI afin que les requins du jeu étrangers dont le siège est au Costa Rica, à Malte ou à Gibraltar ne puissent plus, comme c'est encore le cas actuellement en raison d'une législation insuffisante, s'approprier chaque année et sans contrôle plus de 250 millions de francs à partir de la Suisse. Et il faut un OUI afin que l'argent joué en Suisse sur le sol suisse puisse être contrôlé et rester en Suisse.

Près d'un mia. de francs pour le sport, la culture, le social, la nature et l'AVS

Loteries et concours sportifs



| Gains 2016 (Mio. CHF) | |
|---|------------|
| - Cantons (culture, sport, social, nature) | 575 |
| - Sport-Toto (Swiss Olympic: Fatière des fédérations sportives) | 55 |
| Total | 630 |

Casinos



| Impôt sur les maisons de jeu 2016 (Mio. CHF) | |
|--|------------|
| - AVS/AI | 276 |
| - Cantons avec Casinos de type B | 47 |
| Total | 323 |

Le référendum lancé par les requins des casinos étrangers n'a qu'un seul but : conserver le plus longtemps possible les actuelles lacunes juridiques dans le marché croissant des jeux en ligne, ce afin de pouvoir drainer encore plus de millions hors de la Suisse. Le fait que cela se fasse aujourd'hui au détriment des prestataires suisses qui font l'objet d'un contrôle et que cela diminue les recettes pour notre AVS, notre culture et notre sport, la chose est claire. Ce n'est qu'avec un OUI que les casinos suisses et leurs emplois, les impôts et les taxes seront garantis et que leurs recettes resteront en Suisse pour l'AVS, le sport et la culture. Par ailleurs, un OUI permettra de mieux

lutter contre l'addiction au jeu. Les adversaires de la loi sur les jeux d'argent argumentent contre le blocage de l'accès pour les jeux d'argent en ligne. C'est là un pseudo-argument. Il s'agit en effet uniquement d'empêcher la nouvelle loi, qui est meilleure, afin que les requins des casinos étrangers puissent, comme cela est le cas aujourd'hui en raison de la législation lacunaire, continuer à drainer des millions de l'argent dépensé dans les jeux en Suisse. Ils affirment que l'on pourrait renoncer à des blocages d'accès en accordant des concessions aux prestataires étrangers de jeux en ligne. Ceci est complètement faux, comme l'exemple du Danemark, souvent cité, le montre. Sans blo-

cage d'accès pour les prestataires non concessionnés et donc illégaux, les concessions seraient totalement inutiles.

C'est pourquoi je voterai OUI à la nouvelle loi sur les jeux d'argent – pour que l'on continue à l'avenir de récolter près d'un milliard de francs pour l'AVS, le sport et la culture en Suisse!

Adrian Amstutz
conseiller national
Sigriswil (BE)



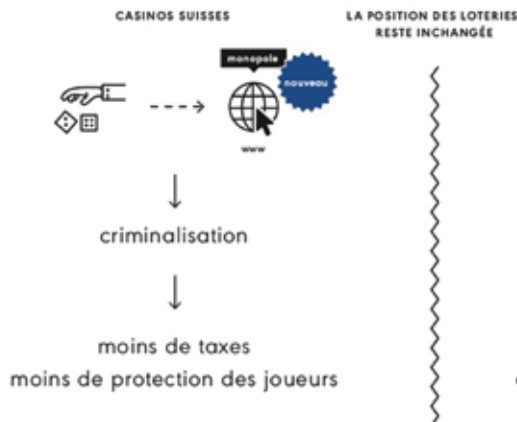
Lors de la session d'automne 2017, le Conseil des Etats a accepté la nouvelle loi sur les jeux d'argent par laquelle l'AVS prévoit notamment que les gains de moins de un million de francs seront exemptés d'impôt. En outre, les étrangers ne pourront plus jouer en Suisse. Les contrôles des accès doivent par ailleurs permettre de protéger les mineurs. Dans la foulée de la victoire du PDC, des jeunes PDC et des jeunes Verts a décidé de lancer le référendum contre la révision de la loi. Le comité de l'UDC Suisse a décidé de voter OUI à la nouvelle loi sur les jeux d'argent.

Le comité de l'UDC Suisse a décidé de voter OUI à la nouvelle loi sur les jeux d'argent.

Lorsque le lobby des casinos s'écrit une loi

La loi révisée sur les jeux d'argent prévoit des blocages du réseau. C'est là un premier pas énorme dans la direction de la censure d'Internet, comme c'est le cas depuis longtemps en Corée du Nord. Seul le lobby des casinos du pays profite de ce blocage, un lobby qui a pratiquement écrit lui-même cette loi et qui a soutenu financièrement les partisans lors de la campagne de votation.

Verrouillage digital: création d'un monopole



Il s'agit maintenant uniquement de faire en sorte que celui qui gère un casino normal en Suisse puisse également offrir des jeux d'argent en ligne. Au moyen de blocages du réseau opérés par l'Etat, blocages qui n'existent dans aucun autre domaine, les start-ups indigènes ainsi que les leaders internationaux de la branche doivent en être exclus. Or, il serait beaucoup plus judicieux d'intégrer l'offre existante: cela crée de la diversité, de la concurrence, des emplois et un substrat fiscal pour l'AVS et l'AI. L'exemple du poker montre bien que les bons joueurs veulent se mesurer avec les meilleurs du monde sur des plateformes leaders sur le marché. Ils ne se laissent pas dicter leur conduite par des monopoles, ni sur quelles plateformes ils

Saisir les opportunités, s'en tenir à des pratiques qui ont fait leurs preuves



peuvent jouer, pas plus qu'ils ne se sentiront freinés par des blocages du réseau.

Accès pour tous ceux qui respectent les règles

La seule possibilité qu'a la Suisse d'en profiter serait un modèle de concession ouvert classique. C'est ainsi que le principe suivant prévaut déjà dans plus de 20 pays: celui qui remplit les exigences techniques, légales et économiques nationales peut obtenir une concession.

Le Danemark a par exemple fait en sorte que seuls 40 prestataires obtiennent une concession, prestataires qui s'en tiennent aux strictes règles danoises. Le pays a pu ainsi enregistrer près d'un tiers de recettes en plus. Etant donné que les consommateurs sont satisfaits de l'offre libérale

particulièrement diversifiée, les Danois sont parvenus à assécher le marché noir jusqu'à moins de 5%.

Cette alternative intelligente a été testée par de nombreux pays et s'est avérée meilleure sous tous les aspects. L'Etat gagne car il encaisse davantage, les buts sociopolitiques sont atteints et le consommateur a un plus grand choix.

L'Internet doit rester ouvert

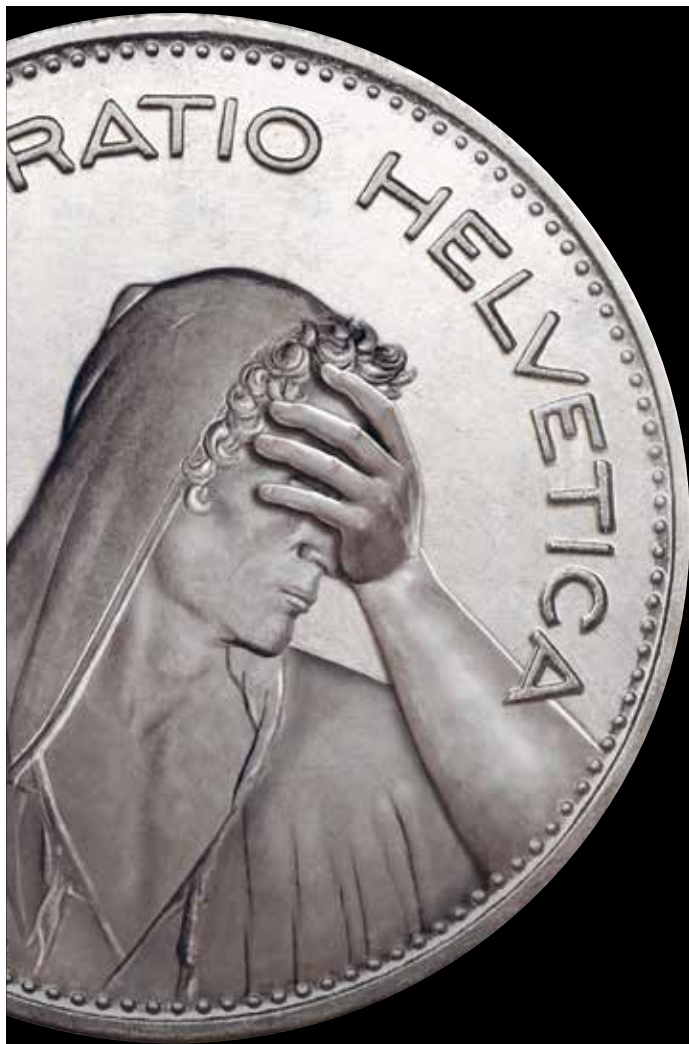
Le Parlement a toutefois opté pour la variante apparemment la plus mauvaise, dont seuls les casinos protégés profitent. A la question de savoir pourquoi la loi ne prévoit aucun modèle de concession libre, la conseillère fédérale Sommaruga a répondu: «Les casinos se sont imposés dans ce contexte.» La seule réponse possible est donc: Non à la loi sur les jeux d'argent – et donc retour à l'expéditeur en le priant de proposer un modèle de concession équitable, qui veille à ce qu'il y ait pour la concurrence entre les prestataires la plus grande liberté possible pour les utilisateurs et la création de valeur la plus élevée pour la Suisse. Votez donc NON à cette loi le 10 juin, une loi qui limite notre liberté.

*Benjamin Fischer
Président des JUDC
Volketswil (ZH)*



43 voix contre 1. Le Conseil national l'a quant à lui approuvée par 124 voix contre 61. La nouvelle loi sur les offres de jeux en ligne étrangers doivent être bloquées en Suisse, afin d'empêcher que l'argent ne parte à l'étranger. Lors de la votation au Parlement, un comité de représentantes et de représentants des jeunes radicaux, des jeunes verts et du comité de l'UDC Suisse a décidé de laisser la liberté de vote.

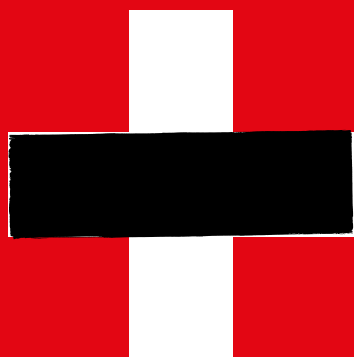
Idé de laisser la liberté de vote.



Pas d'expérimentation
risquée avec notre
système monétaire !

Monnaie pleine
NON!

www.monnaiepleine-non.ch



**Instaurer la CENSURE D'INTERNET
en Suisse pour protéger
les profits des casinos?**

Les blocages d'internet ne servent à rien et frappent en outre les mauvaises cibles: ceux qui le veulent sauront contourner illégalement les blocages, ce qui donnera lieu à un véritable marché noir des jeux d'argent. **Des recettes fiscales supplémentaires de plusieurs millions échapperont ainsi à l'AVS à l'avenir.** Au lieu de résoudre les problèmes, la loi en crée de nouveaux. C'est pourquoi nous exigeons une meilleure loi. **Infos sur ljar-non.ch**

NON

AU VERROUILLAGE D'INTERNET

NON

À LA LOI SUR LES JEUX D'ARGENT

**VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX
DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**

ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, Wikipedia, UDC Suisse

PME et grands groupes doivent pouvoir combattre à armes égales

Faut-il interdire aux producteurs et aux distributeurs d'énergie d'intervenir sur le marché de l'installation ? Nombre d'entreprises purement privées subissent une concurrence déloyale de la part de filiales de grands groupes contrôlés partiellement ou totalement par des collectivités publiques et subventionnés par l'Etat.



Les travailleurs indépendants dans le domaine de l'énergie risquent de disparaître les uns après les autres au profit de grands groupes.

Très concrètement, la question se pose en effet de savoir si ce n'est pas grâce à des soutiens et à des subventions étatiques que ces filiales sont en mesure de soumissionner à des prix inférieurs de 15 à 30% aux conditions que les PME peuvent proposer, ainsi que de racheter à tour de bras des PME qui se voient éliminer du marché les uns après les autres. Le risque est ainsi de se retrouver dans une situation de monopole des grands groupes.

J'ai déposé une interpellation en juin 2016 au Conseil national à ce sujet. Malgré des réponses lénifiantes du Conseil fédéral, en particulier dans un rapport de décembre 2017 qui légitime en somme le système décrit ci-dessus, l'inquiétude a gagné les Cantons, en particulier en Valais. Su-

issetec, association de la technique du bâtiment, a récemment présenté à divers parlementaires fédéraux intéressés, dont je suis, sa stratégie pour éliminer ces distorsions de concurrence. Entre autres éléments, cette association a suscité deux initiatives parlementaires pour une concurrence à armes égales déposées en décembre 2017.

L'objectif ainsi poursuivi est d'obliger les collectivités publiques à faire en sorte que les entreprises dans lesquelles elles détiennent une participation ou auxquelles elles octroient des concessions soient soumises aux mêmes conditions de concurrence que les entreprises privées. Il s'agit notamment d'interdire les subventions croisés d'activités com-

merciales et toute autre forme d'utilisation de données ou de ressources issus de l'exercice d'un mandat public et susceptible de fausser la libre concurrence.

C'est avec un grand intérêt que les PME concernées de divers cantons suivront l'évolution des travaux du Parlement fédéral sur ce sujet. J'entends le faire moi aussi. Et avec tous mes collègues attachés à une concurrence loyale entre acteurs privés et étatiques ou paraétatiques, je veillerai à ce que l'on mette le terme le plus rapide possible à ces distorsions de concurrence. Il en va de la santé de nos petites entreprises et de leur ancrage local.

Je me pose toutefois la question de savoir si, pour préserver nos PME de ces distorsions et garantir la pérennité de ce tissu économique si précieux pour notre canton et pour toute la Suisse, il ne faudra pas revenir à une solution plus radicale : interdire purement et simplement aux producteurs et aux distributeurs d'énergie d'intervenir sur le marché de l'installation.

*Jean-Luc Addor
conseiller national
Savièse (VS)*





L'année dernière, 4'227 demandes de regroupement familial ont été déposées dans le domaine de l'asile. C'est plus que toutes les années précédentes.

La grande «arnaque du regroupement familial»

Les requérants d'asile sont certes moins nombreux à venir frapper à notre porte. Mais les problèmes liés aux réfugiés qui sont déjà chez nous ne cessent, eux, d'augmenter. Il n'est dès lors pas étonnant que de plus en plus de contribuables s'insurgent contre le recours à l'aide sociale et à notre système de santé, qui semble aller de soi, et contre le fait que ces personnes mentent concernant leur identité, leur âge ou lors d'un regroupement familial. Et le tout sans conséquences aucunes.

Thomas Burgherr, conseiller national, Wiliberg (AG)

Une fois les requérants d'asile dans le pays, la plupart veulent d'abord regrouper leur famille. L'an passé, ce ne sont pas moins de 4'227 demandes de regroupement familial qui ont été déposées dans le domaine de l'asile, soit plus que jamais ces dix dernières années. Plus de 80 pour cent de ces demandes concernaient des enfants, demandes déposées par des réfugiés reconnus ou admis à titre provisoire. Les 20 pour cent restants concernaient les conjoints supposés.

La protection des données et le département de l'asile cachent le problème

De nombreux «parents» qui sont arrivés en Suisse ne sont en réalité aucunement des proches des réfugiés qui vivent chez nous. On trompe de manière éhontée dans ce domaine, écrit Alex Reichmuth

dans un excellent article paru dans la Basler Zeitung. La protection des données empêcherait que des cas concrets soient rendus publics. Mais le problème doit être énorme, car de plus en plus d'informations filtrent à ce propos. On soupçonne qu'une partie des capacités désormais libérées de l'industrie de l'asile cherche à compenser la baisse du nombre de demandes par un regroupement familial génèreux.

«Bienvenue à toutes et tous!»

Un exemple. La Basler Zeitung publiait le 28 mars 2018 un article intitulé «Le faux enfant réfugié» (en substance):

L'Erythréen D. est arrivé en Suisse à la fin 2008 et y a déposé une demande d'asile. Il ne possédait aucun papier et donc son identité ne pouvait pas être

prouvée. La Confédération accepte néanmoins sa demande en 2010 et D. obtient donc un permis de séjour en tant que réfugié reconnu. Lors du premier entretien mené par la Confédération, D. avait déjà indiqué avoir une compagne en Erythrée avec laquelle il a eu une fille, qui avait deux ans à l'époque. En 2011, la compagne de D. et l'enfant arrivent en Suisse par avion.

La compagne de D. et leur fille commune ont elles aussi obtenu le statut de réfugiées en Suisse. Le couple avait fait valoir auparavant, lors d'un entretien, qu'il avait un deuxième enfant en Erythrée, un fils prénommé B., qui avait alors 13 ans. En 2013, ce fils supposé entreprit de venir en Suisse par ses propres moyens. Comme on l'apprit plus tard, il l'avait également fait sous un faux nom, comme le lui avait recommandé sa soi-disant mère, qui était déjà en Suisse. Il sera lui aussi reconnu «sans autre» comme réfugié, comme le stipule l'ordonnance pénale. La famille de quatre personnes vit actuellement de l'assistance sociale dans la commune de Aarburg.

Il s'avéra plus tard que tout n'était que

mensonge. La fille était certes l'enfant du père D., mais pas de sa compagne. Quant à B., il n'est pas l'enfant du couple, mais le frère S. du prétendu père D. La soi-disant mère avait déclaré avoir 10 ans de plus lors de son arrivée, afin que la différence d'âge soit plausible et que S. puisse passer pour son fils. En février dernier, le ministère public argovien condamna l'Erythréen D. pour fraude et tromperie envers les autorités.

«Laissez-passer»

En 2015, 77 pour cent, et même 82 pour cent en 2016, de tous les requérants d'asile en Suisse ne possédaient pas de papier. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) n'a des informations précises quant à l'identité de ces personnes que pour dix pour cent d'entre elles. Or, si l'on ne connaît pas la simple identité des requérants d'asile qui se trouvent sur notre territoire, comment pourrions-nous

connaître celle de leurs familles? «Le Secrétariat d'Etat aux migrations examine les relations de filiation et de parenté, et procède pour ce faire également à des analyses ADN», écrit le Conseil fédéral en réponse à la question posée par Barbara Steinemann, conseillère nationale UDC (ZH). «Avant l'établissement du visa, la représentation suisse compétente vérifie en outre l'identité des personnes concernées. Si les personnes ayant droit au regroupement familial ne disposent pas de documents de voyage en propre, l'entrée dans notre pays se fait avec un laissez-passer établi par la représentation suisse.»

Pas de conséquences

Que se passe-t-il avec les requérants d'asile dont les mensonges sont avérés? La plupart du temps rien du tout. Les Erythréens n'ont en tout cas rien à craindre sous le règne de Sommaruga.

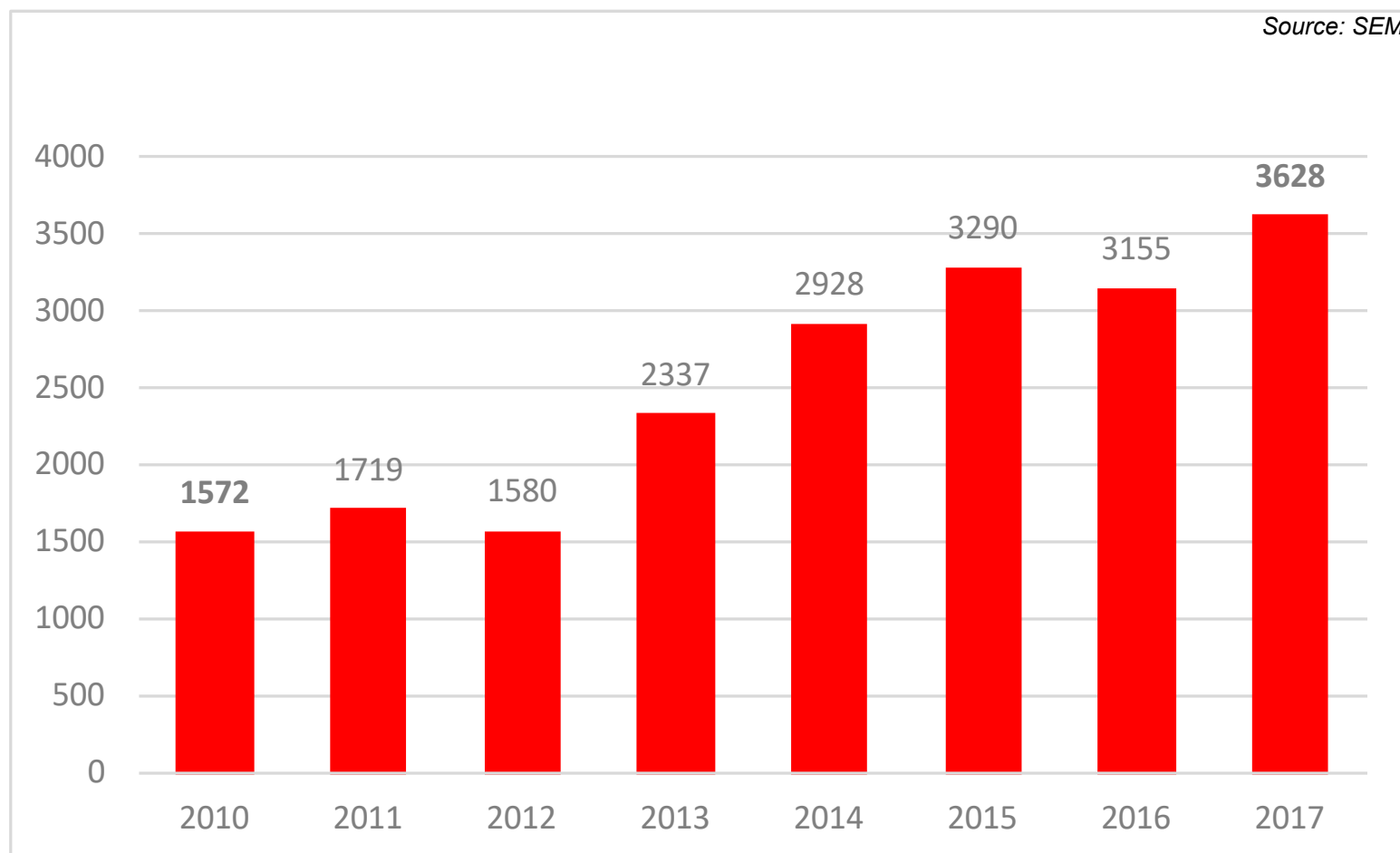
Ils restent ici. Et le cas échéant – par exemple lorsque leurs enfants iront à l'école – ils pourront toujours faire valoir la clause «cas de rigueur». Notre droit d'asile et l'Etat social seront une fois de plus floués.

Actuellement, l'UDC exige via une initiative parlementaire (17.513) de stopper temporairement le regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire. Ici aussi la gauche, le PDC et le PLR voteront tous contre l'UDC. Et ce, bien que le besoin d'agir est évident.

Thomas Burgherr
conseiller national
Wiliberg (AG)



Le nombre de demandes de regroupement familial des réfugiés a doublé en l'espace de cinq ans



Il convient de noter que le regroupement familial dans le contexte de l'asile ne constitue qu'une partie très modeste du regroupement familial de l'ensemble des étrangers. Sur un total de 137'803 personnes ayant immigré en 2017, en tant que résidents permanents, 42'415 (30,8%) ont immigré pour des raisons de regroupements familiaux.

Le Congrès de l'UDC Vaud pour une baisse d'impôts

Réunis le 19 avril à Gollion, les délégués de l'UDC Vaud ont chargé leurs députés d'agir au Grand Conseil dans le but d'une diminution de 3 points du taux d'imposition cantonal sur les personnes physiques.

Le matin même, le Conseil d'Etat a présenté ses comptes 2017, faisant état d'un bénéfice de 147 millions. Au vu de l'augmentation incessante des charges sociales et des coûts de l'asile et de la conjoncture économique favorable du canton, l'UDC estime nécessaire et justifié que les contribuables vaudois bénéficient d'un retour sur investissement. Le Comité central a donc soumis au

vote du Congrès une résolution mandant les députés UDC d'agir au Grand Conseil pour obtenir une diminution de 3 points du taux d'imposition cantonal sur les personnes physiques. Les impôts sur les personnes physiques ont en effet augmenté de 610 millions en 5 ans seulement. Proche de la population, l'UDC se doit d'œuvrer pour garantir aux contribuables vaudois un traitement

respectueux de l'effort fiscal auquel ils consentent.

Jacques Nicolet
conseiller national
Lignerolle (VD)



PUB



LES MODELES SPECIAUX A EDITION LIMITEE SERGIO CELLANO®



**NEW SUZUKI VITARA
SERGIO CELLANO® TOP 4x4**
DES **Fr. 29 990.-**
OU DES Fr. 227.-/MOIS
Gamme de modèles dès Fr. 20 990.-



**NEW SUZUKI SX4 S-CROSS
SERGIO CELLANO® TOP 4x4**
DES **Fr. 30 990.-**
OU DES Fr. 234.-/MOIS
Gamme de modèles dès Fr. 19 990.-



**NEW SUZUKI SWIFT
SERGIO CELLANO® TOP HYBRID**
DES **Fr. 21 190.-**
OU DES Fr. 143.-/MOIS
Gamme de modèles dès Fr. 15 990.-



**NEW SUZUKI IGNIS
SERGIO CELLANO® TOP 4x4**
DES **Fr. 21 490.-**
OU DES Fr. 136.-/MOIS
Gamme de modèles dès Fr. 14 990.-



Conditions de leasing: durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Notre partenaire de leasing est MultiLease AG. Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.

ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT: New Suzuki Vitara Sergio Cellano® Top 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 29 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.4l/100 km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 127 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27 g/km; New Suzuki SX4 S-CROSS Sergio Cellano® Top 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 30 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.6l/100 km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 127 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 28 g/km; New Suzuki Swift Sergio Cellano® Top Hybrid, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 190.-, consommation de carburant normalisée: 4.3l/100 km, catégorie de rendement énergétique: D, émissions de CO₂: 97 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 22 g/km; New Suzuki Ignis Sergio Cellano® Top 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.0l/100 km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 114 g/km; valeur moyenne des émissions de CO₂ de tous les modèles de voiture nouvellement immatriculés en Suisse: 133 g/km. Série spéciale limitée, jusqu'à épuisement du stock.



PREMIUM

Le N°1 des compactes



Way of Life!

www.suzuki.ch